



6 Rue du Rhône
BP 20072
90002 BELFORT CEDEX
Tél. : 03 84 28 17 16
Fax : 03 84 55 04 23

Philippe AUCHET
Expert-comptable,
Commissaire aux comptes
associé.

Lauriane STROCK
Expert-comptable,
Commissaire aux comptes
associée.

Sophie AUCHET
Expert-comptable.

Agence de Développement et d'Urbanisme

Du Pays de Montbéliard

8 Avenue des Alliés – BP 98407

25 208 MONTBELIARD CEDEX

SIREN 381 092 535

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022

Mesdames, Messieurs les Adhérents de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « A.D.U. » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Les conventions de financement : validation du respect des objectifs demandés dans le cadre de ces conventions et contrôle de la période de rattachement des produits et charges associés.
- Le suivi des affaires : validation de l'état d'avancement des travaux, contrôle de la facturation et recoupement avec les contrats signés avec les communes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents de l'Association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau de l'Association le 5 juin 2023.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Belfort, le 6 juin 2023



Le Commissaire aux Comptes

EXCO NAXIS

Philippe AUCHET

Bilan actif 2022

BILAN	Brut	Amortissements Provisions	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits assimilés	67 280	67 280		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	288 788	238 427	50 361	74 129
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
ACTIF IMMOBILISE	356 068	305 707	50 361	74 129
Stocks				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	107 594,10		107 594	47 451,00
Autres créances	76 371		76 371	89 460
Divers				
Disponibilités	990 892		990 892	931 554
Charges constatées d'avance	16 274		16 274	5 462
ACTIF CIRCULANT	1 191 131		1 191 131	1 073 927
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	1 547 198	305 707	1 241 491	1 148 056

31/12/2022

Bilan passif 2022

BILAN	Net au 31/12/22	Net au 31/12/21
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Réserves indisponibles		
Autres réserves	637 435	535 382
RESULTAT DE L'EXERCICE	111 816	102 053
FONDS PROPRES	749 251	637 435
Fonds associatifs avec droit de reprise		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	749 251	637 435
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	167 726	180 701
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	167 726	180 701
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 764	29 073
Dettes fiscales et sociales	223 813	226 118
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		1 246
Produits constatés d'avance	42 937	73 484
DETTES	324 515	329 920
Ecarts de conversion - Passif		
COMPTES DE REGULARISATION		
TOTAL DU PASSIF	1 241 491	1 148 056



31/12/2022

Compte de résultat 2022

COMPTE DE RESULTAT	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%	du 01/01/21 au 31/12/21 12 mois	%	Variation	%
Prestations de services	137 913	9,62	107 768	7,56	30 145	27,97
Produits des activités annexes	9 950	0,69	9 200	0,64	750	8,15
Subventions d'exploitation	1 181 900	82,43	1 223 806	85,79	-41 906	-3,42
Reprises et Transferts de charge	17 082	1,19			17 082	
Autres produits	10	0,00			10	
Cotisations	86 886	6,06	85 666	6,01	1 220	1,42
Report des ressources						
Produits d'exploitation	1 433 741	100,00	1 426 440	100,00	7 301	0,51
Autres achats non stockés	9 814	0,68	14 769	1,04	-4 955	-33,55
Charges externes	118 784	8,28	109 296	7,66	9 488	8,68
Impôts et taxes	66 517	4,64	72 936	5,11	-6 419	-8,80
Salaires et Traitements	779 265	54,35	764 906	53,62	14 359	1,88
Charges sociales	312 868	21,82	312 382	21,90	487	0,16
Amortissements et provisions	38 211	2,67	50 496	3,54	-12 285	-24,33
Subventions accordées par l'association						
Autres charges	491	0,03	458	0,03	33	
Charges d'exploitation	1 325 951	92,48	1 325 243	92,91	708	0,05
RESULTAT D'EXPLOITATION	107 790	7,52	101 197	7,09	6 593	6,51
Produits financiers	4 926	0,34	1 242	0,09	3 683	296,46
Charges financières						
Résultat financier	4 926	0,34	1 242	0,09	3 683	296,46
RESULTAT COURANT	112 716	7,86	102 440	7,18	10 276	10,03
Produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles						
Résultat exceptionnel						
Impôts sur les sociétés	900	0,06	387		513	
EXCEDENT OU PERTE	111 816	7,80	102 053	7,15	9 763	9,57
EMPLOIS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Mise à disposition gratuite des biens et servi	134 247	9,36	119 641	8,39	14 606	12,21
Charges	134 247	9,36	119 641	8,39	14 606	12,21
Prestations en nature	134 247	9,36	119 641	8,39	14 606	12,21
Produits	134 247	9,36	119 641	8,39	14 606	12,21

Annexe des comptes annuels

Exercice du 01/01/22 au 31/12/22

Nom de l'entreprise	Agence de Développement et d'Urbanisme du Pays de Montbéliard
Activité exercée	Aménagement du territoire
Adresse	8 avenue des alliés BP98407 25208 MONTBELIARD CEDEX

SOMMAIRE

1	Objet social et moyens de l'association	2
2	Faits caractéristiques de l'exercice	2
3	Règles et méthodes comptables.....	2
4	Engagements financiers et autres éléments significatifs	3
4.1	Engagements financiers	3
4.2	Autres éléments significatifs	4
5	Notes sur le bilan actif	5
6	Notes sur le bilan passif	6
7	Détail produits et charges.....	7
7.1	Subventions d'exploitation	7
7.2	Produits à recevoir	8
7.3	Charges constatées d'avance.....	8
7.4	Charges à payer.....	8
7.5	Produits constatés d'avance	9
7.6	Charges et produits exceptionnels	9
8	Participations.....	9

Total du bilan avant répartition	1 241 491	Résultat : bénéfice	111 816
-------------------------------------	------------------	----------------------------	----------------



Agence de Développement
et d'Urbanisme du Pays de Montbéliard

8, avenue des Alliés - BP 98407
25208 Montbéliard cedex
Tél. : +33 (0)3 81 31 86 00

www.adu-montbeliard.fr



1 Objet social et moyens de l'association

L'association a pour objet, dans un cadre partenarial, l'entretien d'une observation mutualisée du territoire et de ses dynamiques de développement, la recherche de coordination des politiques publiques et de mise en cohérence des projets des membres ainsi que la conduite d'études concourant à la définition, au suivi et à la mise en œuvre de stratégies de planification et d'aménagement spatial.

Elle a vocation à intervenir plus particulièrement dans les domaines de l'urbanisme et de la planification, du développement économique et social, des mobilités, de l'habitat et du logement, du génie urbain et des transports, des paysages et de l'environnement, des loisirs et du tourisme, de la formation, de la culture et de la communication, du sanitaire et social, de la participation citoyenne et de la concertation.

Chaque salle de réunion est équipée d'un écran tactile et d'un système de visio-conférence.

2 Faits caractéristiques de l'exercice

L'association génère un résultat positif de 111816€ en 2022. Les principaux éléments qui expliquent ce résultat, par rapport à un budget prévisionnel présenté à l'équilibre, concernent les points suivants.

- Un dépassement des recettes de 30106 euros

A la différence de l'exercice précédent où les subventions étaient à la hausse en raison de la prise en charge de missions spécifiques, l'exercice 2022 se clôt sur un niveau de subvention classique, avec un léger dépassement des cotisations en raison d'une poursuite d'adhésions à notre association (+1386€). Le dépassement des recettes est essentiellement dû à la reprise de la provision pour retraites et au remboursement de frais de formation (+19459€). Plus marginalement, on constate la hausse des produits financiers (+4926€) et des recettes du secteur lucratif (+4663€)

- Une forte diminution des dépenses : -81711 euros

En 2022, les mouvements de personnel ont eu un impact de -33791€ sur les charges salariales en raison de difficultés de recrutement qui restent structurelles et concernent également les stagiaires (-6669€). Les autres postes de dépense inférieurs au prévisionnel ont concerné diverses charges dont les dotations aux amortissements et l'absence de nouvelle provision (-8889€), les frais de formation (-14980€), ainsi que les frais de déplacements (-8467€) en raison d'habitudes de visio-conférence qui se maintiennent.

Comparativement à 2021 et hors contributions volontaires marquées par la hausse des coûts de l'énergie, les charges sont restées globalement stables. Pour les recettes, les baisses de subventions ont été en grande partie compensées par la hausse du secteur lucratif. La hausse des autres recettes est due la reprise de provision retraite, au remboursement de frais de formation et aux produits financiers.

3 Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement, de présentation des comptes annuels, des règlements comptables 2006-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et dépréciation des actifs et 2004-2006 sur la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.



La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations corporelles et incorporelles** : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- **Amortissements** : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue.

Logiciel : 3 ans

Matériel de bureau et informatique : 3 ans

Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage.

- **Charges à payer** : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'administration fiscale comme des « provisions », à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat, figure paragraphe 6. Cette récapitulation vaut état de fait.
- **Provisions pour risques et charges** : conformément au règlement CRC2000-06 appliqué à partir du 1/1/2002, les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est considéré comme certain ou probable et qu'il peut être estimé d'une manière suffisamment fiable.
- **Les comptes annuels de l'exercice 2022** ont été établis conformément aux dispositions du plan comptable des associations, tel qu'il est défini dans le règlement n° 99-01 du 16 février 1999 par le Comité de Réglementation Comptable.
- **Immobilisations financières** : Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition, y compris les frais accessoires. La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

4 Engagements financiers et autres éléments significatifs

4.1 Engagements financiers

Engagements donnés	
Effets escomptés non échus	
Avals & cautions	
Crédit-bail mobilier (2058-C YQ)	
Crédit-bail immobilier (2058-C YR)	
Autres engagements	3 710€



Dettes garanties par des sûretés réelles	
Montant garanti	NA

4.2 Autres éléments significatifs

Instruction fiscale du 15/09/1998 et réponse de la direction générale des impôts sur les agences d'urbanisme regroupées au sein de la FNAU : mise en place d'un secteur fiscalisé à compter du 1er janvier 2000.

L'agence a une activité non fiscalisée qui relève de la taxe sur les salaires et une activité lucrative soumise à la TVA et à l'IS et pour laquelle une liasse fiscale est déposée.

Les contributions volontaires en nature

Elles ont été évaluées à 134 247 € et correspondent à une mise disposition gratuite selon le détail ci-dessous :

Mise à disposition de locaux : 60 582 €

Frais de gestion générale : 67 600 €

Matériel mis à disposition : 6 065 €

Fonds dédiés

Non applicable

Engagement en matière de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier.

A la clôture de l'exercice, les indemnités de fin de carrière ont été calculées et comptabilisées conformément aux normes comptables. La méthode retenue est la méthode dite du « corridor ».

Le total de l'engagement au titre des IFC s'élève à 167 726 € et la reprise sur provision de l'exercice est de 12 975 €.

Une modification de l'évaluation des engagements des indemnités de fin de carrière a été opérée sur les comptes clos au 31.12.2014. Les écarts actuariels ont été retenus de manière étalée selon la méthode dite du "corridor". La durée d'étalement de ces écarts actuariels a été retenue sur une période de 10 ans, soit 5 954 euros pour l'exercice 2014.

Compte-tenu de la variation importante du périmètre intervenue en 2016 par rapport à l'effectif au 31/12/2014, l'évaluation des engagements au 31/12/2014 des indemnités de fin de carrière a été actualisée.

Cette nouvelle évaluation n'emporte pas de changement quant à la méthode du « corridor » qui permet l'étalement des écarts actuariels sur une période de 10 ans à compter de 2014.



5 Notes sur le bilan actif

Frais d'établissement	Non applicable
-----------------------	----------------

Fonds commercial	Non applicable
------------------	----------------

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice

Valeurs brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	79 484		12 204	67 280
Immobilisations corporelles	294 866	14 442	20 521	288 787
Immobilisations financières				
Total	374 350	14 442	32 725	356 067
Amortissements & Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	79 484		12 204	67 280
Immobilisations corporelles	220 736	38 211	20 521	238 426
Immobilisations financières				
Total	300 220	38 211	32 725	305 706

Fonds commercial	Non applicable
------------------	----------------

Etat des créances				
Type de créance	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	
Actif immobilisé				
Actif circulant & charges d'avance	200 239	200 239		
Total				

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	
Créances rattachées à des participations	
Immobilisations financières	
Clients & comptes rattachés	66 548
Autres créances	71 781
Disponibilité	4 926



Charges à répartir	Non applicable
---------------------------	----------------

6 Notes sur le bilan passif

Fonds propres	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Réserves	535 382	102 053		637 435
Excédent ou déficit de l'exercice			0	111 816
Total	535 382	102 053	0	749 251

Provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions fonds dédiés				0
Provisions pour risques et charges	180 701	0	12 975	167 726
Total	180 701	0	12 975	167 726

Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Etablissement de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	39 674	36 074	3 600	
Dettes fiscales & sociales	223 813	223 813		
Dettes sur immobilisations		0		
Autres dettes	0	0		
Produits constatés d'avance	42 937	42 937		
Total	306 424	302 824	3 600	

Dettes représentées par des effets de commerce	Non applicable
---	----------------

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts & dettes établissement de crédit	
Emprunts & dettes établissement divers	
Fournisseurs	18.091
Dettes fiscales & sociales	147 048
Autres dettes	

Produits constatés d'avance :

Non applicable

7 Détail produits et charges

7.1 Subventions d'exploitation

SUBVENTION	REEL 2022	SOLLICITE 2022	REEL 2021
Etat	103 563	101 061	92 871
Région	60 500	63 000	53 000
Département	24 600	24 600	37 975
Pôle Métropolitain	23 500	23 500	23 500
Pays Montbéliard Agglomération	896 400	873 600	911 600
PETR du Doubs Central	4 500	30 100	30 100
CC Rahin et Chérimont	10 000	10 000	10 000
CCTriangle Vert	10 000	10 000	0
Sochaux	18 000	18 000	22 000
ANR	28 470	26 000	38 771
Organismes sociaux	2 367		3 989
TOTAL	1 181 900	1 179 861	1 223 806



7.2 Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan

		N	N-1
Clients et comptes rattachés		66 548	16 675
418 100	Clients factures à établir	66 548	16 675
		N	N
Autres créances		71 781	84 706
409 700	Fournisseurs, avoir à recevoir		
428 700	Pers. Produits à recevoir		
438 710	CPAM : IJSS à recevoir		
441 700	Subvention à recevoir	71 781	84 706
468 700	Débit. créd. div. produits à recevoir		
Total des produits à recevoir		138 329	101 381

7.3 Charges constatées d'avance

		N	N-1
486 000	Charges constatées d'avance	16.274	5 462

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'association.

7.4 Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan

		N	N-1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		18 091	17 276
408 100	Feurs fact. non parvenues	18 091	17 276
408 400	Feurs d'immob. fact. non parvenues		
		N	N-1
Dettes fiscales et sociales		147 048	142 019
428 200	Provisions Congés à payer	95 360	89 070
428 600	Personnel, charges à payer	1 891	5 380
438 200	Org. soc. charges sur congés payés	38 430	35 539
438 600	Org. soc. Charges à payer	639	1 173
448 200	Charges fiscales /congés payés	10 728	10 510
448 600	Etat : charges à payer		347
		N	N-1
Autres dettes		0	1 246
419800	Avoir à établir		
468 600	Divers : charges à payer		1 246
Total - Charges à payer		165 139	160 541



7.5 Produits constatés d'avance

		N	N-1
487 000	Prod.const. d'avance /prog.partagé	36 660	45 830
487 100	Prod.const. d'avance /lucratif	6 277	27 654
Total - Produits constatées d'avance		42 937	73 484

7.6 Charges et produits exceptionnels

Non significatif

8 Participations

Néant